

**PRESENTATION SYNTHETIQUE
DES COMPTES ADMINISTRATIFS DE L'EXERCICE 2021**

La consolidation des résultats du budget principal et du budget de la restauration, restes à réaliser inclus, fait apparaître les réalisations suivantes au titre de l'exercice 2021 :

- 101,62 M € de dépenses dont :
 - 88,52 M € en fonctionnement,
 - 13,10 M € en investissement.

- 125,48 M € de recettes dont:
 - 101,77 M € en fonctionnement,
 - 23,71 M € en investissement.

Les données du compte administratif pour 2021, vont illustrer pour chacun des budgets, la volonté de l'établissement de maintenir la qualité de ses prévisions et de poursuivre la stratégie financière fixée dans le contexte sanitaire actuel.

Malgré une situation sanitaire encore prégnante, l'établissement a tout mis en œuvre pour assurer un service nominal tout en poursuivant la volonté d'assurer des taux de réalisation optimum au regard des crédits ouverts tout au long de l'exercice pour faire face aux différents besoins en lien avec les évènements.

*

* *

BUDGET PRINCIPAL

I - Section de fonctionnement

Le solde de la section d'exploitation est excédentaire de 4,617 M € au terme de l'exercice 2021 ; une proportion équivalente aux prévisions exposées au stade des Orientations Budgétaires.

Le Service a confirmé ses prévisions de recettes, cependant, les difficultés conjoncturelles n'ont pas permis de réaliser les dépenses attendues.

A) Les recettes de fonctionnement :

Les recettes de fonctionnement de 2021 s'élèvent à 92,386 M €.

En détail, les réalisations sont constatées comme suit :

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalisations | Taux de réalisation |
|----------|--|------------------------|-------------------------|---------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 767 127,00 € | 744 468,67 € | 97,05% |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 1 766 241,00 € | 1 938 778,78 € | 109,77% |
| 74 | Contributions et participations | 85 398 354,00 € | 86 085 516,69 € | 100,80% |
| 75 | Autres produits de gestion courante | - € | 17 017,68 € | NC |
| | Total recettes/gestion des services | 87 931 722,00 € | 88 785 781,82 € | 100,97% |
| 77 | Produits exceptionnels* | 131 985,48 € | 400 966,06 € | 303,80% |
| 78 | Reprises sur amortissements et provisions | 808 258,00 € | 906 178,00 € | 112,11% |
| | Total autres recettes | 940 243,48 € | 1 307 144,06 € | 139,02% |
| | Total recettes réelles de fonctionnement | 88 871 965,48 € | 90 092 925,88 € | 101,37% |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections* | 2 449 004,75 € | 2 293 354,30 € | 93,64% |
| | Total des opérations d'ordre budgétaire | 2 449 004,75 € | 2 293 354,30 € | 93,64% |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | 8 638 240,69 € | 8 638 240,69 € | 100,00% |
| | Total général recettes de fonctionnement | 99 959 210,92 € | 101 024 520,87 € | 101,07% |

* ouverture automatique des crédits liés aux cessions.

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent à plus de 90 M€ et affichent une progression de 1,75% par rapport au précédent compte administratif, soit une augmentation de 1,548 M€.

De manière générale, nous pouvons constater un certain dynamisme de nos recettes réelles de fonctionnement qui s'inscrivent dans la durée. Pour autant, certaines recettes, plus ponctuelles, relèvent de remboursements de dépenses engagées au titre du COVID-19.

En effet, l'établissement a travaillé depuis plusieurs années à rechercher des recettes nouvelles. Cela a permis de concrétiser les différents partenariats par voie conventionnelle permettant aujourd'hui de disposer d'un socle de recettes durables.

En effet, le Service dispose ainsi de conventions de participation et de financement auprès des grands ports maritimes du Havre et Rouen (HAROPA) mais également avec les Sdis limitrophes dans le cadre des Convention interdépartementales d'assistance mutuelle.

Des partenariats sont également élaborés avec le Centre hospitalier de Dieppe et la Ville d'Eu pour la mise en place d'une antenne SMUR (Structure Mobile d'Urgence et de Réanimation).

Le Service déploie également une garde Infirmier à Forges les Eaux en lien avec le Centre Hospitalier Universitaire de Rouen.

De plus, l'Etablissement travaille également activement à la bonne imputabilité des carences ambulancières en lien avec le CH du Havre et le CHU de Rouen.

Ainsi, outre la contribution en provenance du Conseil départemental et les contributions appelées auprès des communes et établissements publics de coopération intercommunale, le Sdis 76 a réussi à rendre ses recettes dynamiques dans un contexte économique « contraint ».

Par ailleurs, au cours de l'année, dans le cadre de la campagne de vaccination contre le COVID-19, le Service a été sollicité tant en force concourante auprès de l'Agence régionale de santé (ARS) qu'en force menante sur demande de la Direction Générale de la Sécurité Civile et de la Gestion des Crises (DGSCGC)

Le Sdis 76 a collaboré avec l'ARS Normandie pour la mise en œuvre des campagnes de vaccination notamment à destination des personnes jugées prioritaires. Les actions ont été menées notamment dans les centres de Rouen-Kindarena, de Caux Vallée de Seine à Lillebonne mais au sein des établissements médico-sociaux accueillant des personnes en situation de handicap.

Le Service a également participé activement au déploiement du vaccinobus pour assurer des vaccinations de proximité et à domicile en tout point du Département.

L'établissement s'est également impliqué auprès du Port de Dieppe dans le cadre des mesures de dépistage.

Sur demande de la DGSCGC, le Sdis 76 a déployé deux centres de vaccination à Rouen et au Havre.

Pour la mise en œuvre de ces dispositifs, le Sdis 76 a bénéficié d'une participation de près de 810K€ au terme de l'exercice.

Au titre des recettes exceptionnelles (chapitre 77), outre les recettes relatives aux cessions de matériels réformés (236K €), le Service a bénéficié de conclusions favorables des juridictions en matière de contentieux, qu'ils relèvent ou non de la protection fonctionnelle.

Ainsi, ces recettes par nature non prévisibles s'élèvent à près de 153 K€.

Par ailleurs, des reprises de provisions (chapitre 78) ont été effectuées. On peut ainsi noter, la reprise partielle de la provision constituée dans le cadre du protocole syndical correspondant à la mise en œuvre des négociations à hauteur de l'impact budgétaire constaté au terme de l'année 2020 (718 K €).

De plus, une reprise partielle de la provision constituée au titre du Compte personnel de formation (CPF) a été effectuée au terme de l'exercice 2021 pour un montant de 188 K € permettant de prendre en compte à la fois les formations réalisées dans ce cadre mais également retraiter cette dernière des départs (mutations et retraites).

Enfin, au cours de l'exercice 2021, le Service a affecté une partie de l'excédent de fonctionnement reporté (1,4 M €) en section d'investissement afin de garantir le financement des opérations de la Nouvelle Politique Immobilière (NPI) par délibération n°DCA-2020-033.

B) Les dépenses de fonctionnement :

Le total des dépenses de fonctionnement réalisées en 2021 s'élève à 87,769 M €, en augmentation de plus de 1 % par rapport à 2020.

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalizations | Taux de réalisation |
|--|---|------------------------|------------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 10 625 670,00 € | 10 444 811,92 € | 98,30% |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 68 855 606,00 € | 67 814 492,08 € | 98,49% |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 1 041 702,00 € | 1 022 053,75 € | 98,11% |
| Total dépenses / gestion des services | | 80 522 978,00 € | 79 281 357,75 € | 98,46% |
| 66 | Charges financières | 21 350,00 € | 21 145,61 € | 99,04% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 55 000,00 € | 48 381,96 € | 87,97% |
| 68 | Dotations aux amortissements et aux provisions | 272 400,00 € | 191 920,00 € | 70,46% |
| 022 | Dépenses imprévues | 2 731 301,69 € | - € | 0,00% |
| Total dépenses réelles de fonctionnement | | 83 603 029,69 € | 79 542 805,32 € | 95,14% |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 8 100 000,00 € | - € | 0,00% |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections* | 8 256 181,23 € | 8 226 265,85 € | 99,64% |
| Total des opérations d'ordres budgétaires | | 16 356 181,23 € | 8 226 265,85 € | 50,29% |
| Total général dépenses de fonctionnement | | 99 959 210,92 € | 87 769 071,17 € | 87,80% |

* ouverture automatique des crédits liés aux cessions.

Dans la continuité des objectifs poursuivis, le Service a réussi à maintenir les taux de réalisation de ses dépenses de gestion.

En effet, après un exercice pleinement impacté par la COVID-19, l'activité opérationnelle a repris, ce qui a permis à l'établissement de reprendre progressivement son activité courante ; en témoigne la progression des taux de réalisation des dépenses de gestion.

| Libellé | Taux de réalisation 2016 | Taux de réalisation 2017 | Taux de réalisation 2018 | Taux de réalisation 2019 | Taux de réalisation 2020 | Taux de réalisation 2021 |
|--|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Total dépenses / gestion des services | 95,28% | 97,22% | 96,13% | 99,24% | 98,90% | 98,46% |
| Dont charges à caractère général | 91,62% | 95,82% | 96,30% | 99,50% | 94,42% | 98,30% |
| Dont charges de personnel et frais assimilés | 95,99% | 97,58% | 96,14% | 99,29% | 99,74% | 98,49% |
| Autres charges de gestion courante | 83,99% | 87,77% | 93,68% | 92,32% | 92,15% | 98,11% |

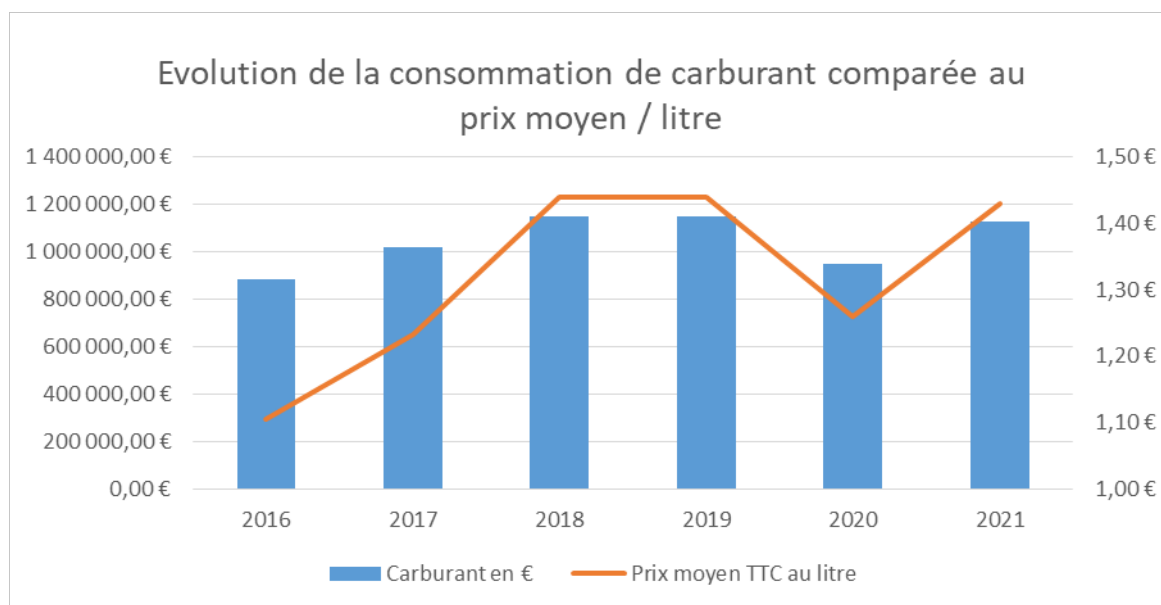
Les charges à caractère général

Ce chapitre connaît une progression modérée de moins de 1 % par rapport à l'année 2020.

Les effets de la crise sanitaire se sont poursuivis au cours de l'exercice 2021. L'une des principales conséquences s'est traduite par une hausse des prix de bon nombre de matières premières. Cette situation conduit à une altération des délais de livraison notamment pour les pièces détachées.

Par ailleurs, on a pu constater l'évolution des prix du carburant ; en moyenne annuelle le litre de gazole s'est élevé à 1,43 € par litre, voir 1,54 € le litre sur le dernier trimestre contre une moyenne annuelle de 1,26 € en 2020.

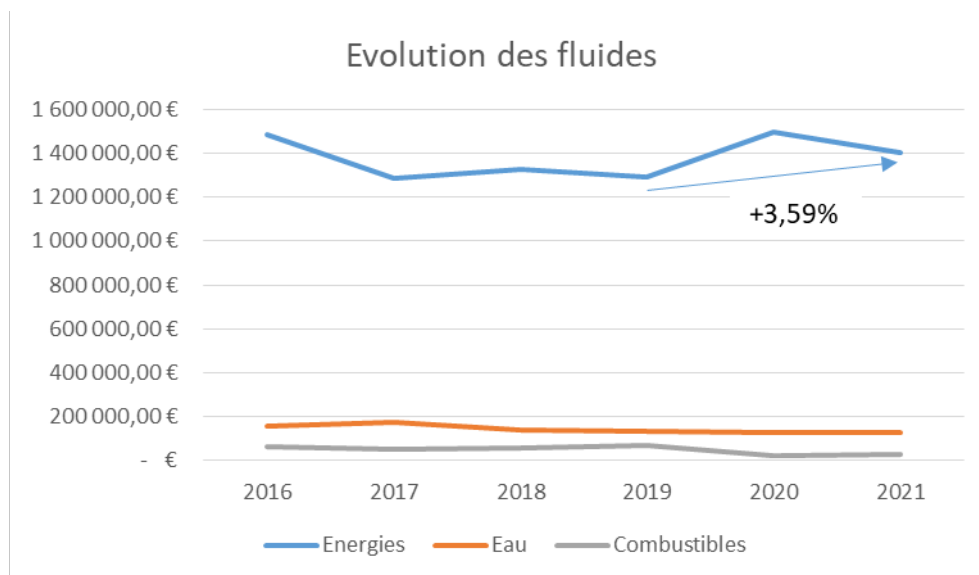
Au terme de l'exercice, le carburant pèse pour près d'1,130 M €, soit 10,81 % du chapitre 011.



Ce chapitre souffre également des évolutions réglementaires en matière de fluides. Néanmoins, les évolutions nationales sont atténuées par les mises en concurrence avec dernièrement l'ouverture à la concurrence du tarif réglementé depuis le 1^{er} janvier 2021.

Les fluides pèsent pour près de 15% du chapitre des charges à caractère général.

Outre, une régularisation opérée avec le titulaire du marché de génie climatique en 2020, les énergies ont progressé de 3,59 % entre 2019 et 2021.



Parallèlement, l'établissement a poursuivi les protocoles sanitaires de prise en charge des victimes mis en place dans le cadre des interventions de secours à personnes.

Ainsi, les changements de pratiques, tant pour la sécurité des victimes que des personnels, modifient la consommation à la fois du petit matériel et des produits d'entretien.

De plus, l'implication du Service dans la campagne de vaccination et de dépistage ont nécessité l'acquisition de consommables ou encore les dépenses relatives au déploiement des centres de vaccination.

Ces dépenses certes neutralisées par une participation de l'Agence Régionale de la Santé ou encore la DGSCGC, pèsent pour près de 129 K€ sur la section d'exploitation.

Malgré le fait que ce chapitre supporte à lui seul l'ensemble des dépenses dites incompressibles et pour lesquelles l'évolution des prix est sujet à l'inflation ou à des mesures nationales dont on ne peut s'extraire, le Service a réussi à faire progresser son taux de réalisation.

Les charges de personnel :

En évolution de 1,45 %, le chapitre des charges de personnel constitue par nature le principal poste de dépenses de la section d'exploitation.

Depuis deux exercices, ce chapitre connaît des évolutions réglementaires favorables. En effet, depuis le 1^{er} août 2020, la prime de feu a été portée de 19 % à 25 %. A ce titre, on peut considérer que l'année 2020 ne constitue pas une année de référence.

Au cours de l'exercice 2021, la sur-cotisation perçue par la Caisse nationale des retraites des collectivités locales a été supprimée.

Cette dernière mesure constitue pour le Service une opportunité visant à poursuivre la dynamique de création de poste de caporal de sapeurs-pompiers professionnels.

Ainsi, dans l'attente de l'organisation du concours de caporal de sapeurs-pompiers professionnels en 2022, l'Etablissement a recruté 48 sapeurs-pompiers contractuels et s'est inscrit dans un processus d'accompagnement et de préparation au dit concours.

Par ailleurs, dans le cadre des campagnes de vaccinations tant au titre de l'ARS que de la DGSCGC, le Service a mobilisé du personnel parmi ses effectifs administratifs techniques et spécialisés, sapeurs-pompiers professionnels mais également le personnel de santé générant ainsi des indemnités supplémentaires de près de l'ordre de 320 K€.

Les charges de gestion courante

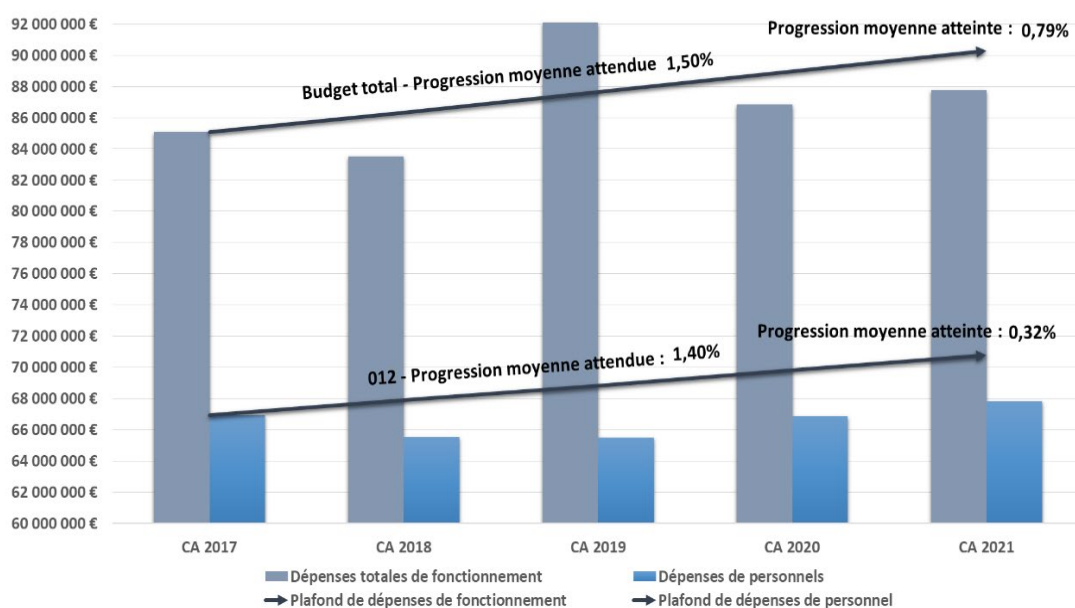
Ces charges ont également connu une progression de près de 7 % par rapport à l'année passée, soit +66 K €.

La baisse de fréquentation des restaurants administratifs, notamment sur le site d'Yvetot combiné à l'évolution du prix des matières premières ont engendré une participation plus importante du budget principal au profit du budget annexe de la Restauration, soit une augmentation de 5,26 %.

Par ailleurs, les pratiques commerciales en matière informatique tendent vers un accroissement des droits d'accès plutôt que l'acquisition de licences. De plus, la généralisation du télétravail a nécessité le déploiement d'outils nomades qui ont conduit le Service à devoir repenser le déploiement des crédits.

Cependant, le Sdis 76 continue de respecter ses engagements vis-à-vis du Conseil départemental.

Ainsi, les objectifs fixés par la convention de partenariat avec le Conseil départemental de la Seine-Maritime pour la période 2018-2022, ne sont pas remis en question :



II - Section d'investissement

Au terme de l'exercice 2021, le résultat annuel de la section d'investissement est excédentaire à hauteur de 933 K € (hors restes à réaliser).

A) Les dépenses d'investissement :

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalisations | Restes à réaliser (RAR) | Taux de réalisation | Taux avec RAR |
|--|---|------------------------|------------------------|-------------------------|---------------------|---------------|
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 178 962,92 € | 178 962,92 € | - € | 100,00% | 100,00% |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 686 518,15 € | 79 777,87 € | 13 628,70 € | 11,62% | 13,61% |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 12 000,00 € | 12 000,00 € | - € | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 10 753 868,15 € | 5 761 921,42 € | 738 149,09 € | 53,58% | 60,44% |
| 23 | Immobilisations en cours | 15 622 023,77 € | 2 606 568,43 € | 251 550,21 € | 16,69% | 18,30% |
| 020 | Dépenses imprévues | 1 068 225,85 € | - € | | 0,00% | 0,00% |
| Total dépenses réelles investissement | | 28 321 598,84 € | 8 639 230,64 € | 1 003 328,00 € | 30,50% | 34,05% |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections* | 2 449 004,75 € | 2 293 354,30 € | | 99,19% | 93,64% |
| 041 | Opérations patrimoniales | 1 317 000,00 € | 1 146 581,14 € | | 87,06% | 87,06% |
| Total des opérations d'ordre budgétaire | | 3 766 004,75 € | 3 439 935,44 € | - € | 91,34% | 91,34% |
| Total général dépenses investissement | | 32 087 603,59 € | 12 079 166,08 € | 1 003 328,00 € | 39,03% | 40,77% |

* ouverture automatique des crédits liés aux cessions.

Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement indiqué nécessite une amélioration future. Cependant, une fois retraité du chapitre 020 « des dépenses imprévues » et des chapitres sur lesquels ont été positionnés des crédits pour faire face au financement de projets immobiliers en cours et à venir, le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement (y compris les restes à réaliser) ajusté atteint 73,54 %.

Ainsi, les prévisions de crédits du Plan Pluriannuel d'Investissement (PPI) se sont également améliorées :

| | Taux de réalisation 2016 | Taux de réalisation 2017 | Taux de réalisation 2018 | Taux de réalisation 2019 | Taux de réalisation 2020 | Taux de réalisation 2021 |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Dépenses réelles d'investissement* | 75,08% | 80,91% | 73,96% | 79,65% | 80,18% | 73,54% |
| Dont dépenses d'équipement en AP | 76,36% | 82,84% | 82,30% | 83,81% | 93,53% | 84,99% |
| Dont dépenses Immobilières en AP | 90,94% | 54,55% | 53,46% | 60,17% | 47,24% | 63,44% |

*Hors dépenses imprévues, réserves pour le futur et y compris restes à réaliser

Bien que les prévisions budgétaires soient ajustées régulièrement au cours de l'exercice, les taux de réalisation ont légèrement baissé sur les dépenses immobilières et les dépenses d'équipement.

En matière immobilière, des avancées notables ont pu être constatées.

Ainsi, alors que la réhabilitation de Centre d'incendie et de secours (Cis) de Montivilliers a été réceptionnée, les décaissements relatifs à l'opération de construction du Cis du Havre Sud sont inférieurs aux prévisions ; en raison des opérations de dépollution. Néanmoins, les travaux ont démarré en septembre 2021.

Les ajustements relatifs à certaines opérations immobilières sont détaillés dans un rapport dédié.

| Catégorie | N°AP | Libellé de l'AP | Crédits ouverts | Réalizations | Taux de réalisation |
|--|------------|---|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| HORS 12 PRIORITES NPI* | 2016000006 | Réfection et aménagement du patrimoine bâti | 303 412,21 € | 278 660,56 € | 91,84% |
| | 2017000001 | Travaux au Centre départemental de Formation | - € | - € | NC |
| | 2018000001 | Sécurité dans les établissements du Sdis | 361 500,00 € | 260 090,95 € | 71,95% |
| | 2018000002 | Travaux de développement durable et d'économies d'énergie | 426 600,00 € | 374 975,81 € | 87,90% |
| 12 PRIORITES NPI* | 2014000009 | Réhabilitation du CIS de Montivilliers | 29 552,18 € | 29 552,18 € | 100,00% |
| | 2014000012 | Construction du CIS Le Havre Sud | 2 680 000,00 € | 1 353 358,35 € | 50,50% |
| | 2017000004 | Construction du CIS de Duclair | - € | - € | NC |
| | 2018000003 | Reconstruction du CIS de Fécamp | 80 000,00 € | 75 169,20 € | 93,96% |
| | 2019000007 | Construction du CIS Des Grandes-Ventes | 620 000,00 € | 471 463,05 € | 76,04% |
| | 2019000008 | Construction du CIS du CIS Malaunay-Montville | 140 000,00 € | 84 739,94 € | 60,53% |
| | 2020000001 | Construction du CIS de Bosc-Le-Hard | 60 000,00 € | 54 445,96 € | 90,74% |
| Total des dépenses immobilières | | | 4 701 064,39 € | 2 982 456,00 € | 63,44% |

*Nouvelle Politique Immobilière

Parallèlement, bien qu'en retrait, le niveau de décaissement des Autorisations de Programme (AP) d'équipement reste plus que correct.

Le rythme de renouvellement des matériels demeure conforme. Cependant, le service a été confronté à des décalages de livraison.

| | | | | |
|-------------------------------------|--|-----------------------|-----------------------|---------------|
| 2013000002 | Modernisation des outils informatiques | 30 000,00 € | 11 465,69 € | 38,22% |
| 2019000001 | Matériels non-opérationnels | 575 794,00 € | 283 739,65 € | 49,28% |
| 2019000002 | Matériels d'intervention courants | 1 199 308,00 € | 972 735,32 € | 81,11% |
| 2019000003 | Matériels roulants et navigants | 2 632 351,00 € | 2 456 261,38 € | 93,31% |
| 2019000004 | Matériels de formation et de pratique des activités physiques et sportives | 32 823,00 € | 32 817,72 € | 99,98% |
| 2019000005 | Matériel du Service de Santé et de Secours Médical | 69 566,00 € | 67 289,64 € | 96,73% |
| 2019000006 | Projet e-SECOURS | 246 000,00 € | 243 099,32 € | 98,82% |
| Total dépenses d'équipements | | 4 785 842,00 € | 4 067 408,72 € | 84,99% |

Outre les dépenses fléchées dans le Plan Pluriannuel d'Investissement de l'établissement, certaines dépenses ne sont pas contenues dans une AP pour un montant de 2,414 M € y compris les restes à réaliser.

Ces dépenses ne pouvaient être intégrées dans les AP existantes au risque de devoir augmenter leur volume ou de déséquilibrer le rythme de renouvellement des matériels. Elles ont permis d'anticiper certaines acquisitions nécessaires à l'activité du Service dans l'attente du vote d'un nouveau PPE ; le volume et la temporalité de celui-ci seront calibrés sur la base des accords relevant de la nouvelle convention de partenariat à conclure avec le Conseil départemental.

Il s'agit principalement du reconditionnement des matériels roulants (600 K€), de matériels liés au déploiement des outils nécessaires au télétravail et l'acquisition d'une baie de stockage informatique (477 K€) ainsi que des travaux de réfection et d'aménagement du patrimoine bâti ne pouvant être traités dans l'AP dédiée puisque les derniers crédits de paiement s'avéraient insuffisants (847 K€).

S'agissant des dépenses relatives aux opérations patrimoniales, elles couvraient jusqu'à présent les écritures comptables relatives à l'intégration des comptes d'attente à destination de l'imputation définitive ou encore les écritures de reconstitution des avances.

Cependant, ce chapitre permet également d'intégrer, au patrimoine de l'Etablissement, les acquisitions immobilières. Ainsi, au cours de l'exercice, le Commune de Montville a cédé au Sdis 76 un bâtiment à l'euro symbolique et dont la valeur patrimoniale était établie à 1 M€.

Ces écritures d'ordre sont neutralisées par une recette d'investissement.

B) Les recettes d'investissement :

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalisations | Restes à réaliser (RAR) | Taux de réalisation | Taux avec RAR |
|--|--|------------------------|------------------------|-------------------------|---------------------|---------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 2 858 876,00 € | 2 858 011,05 € | | 99,97% | 99,97% |
| 13 | Subventions d'investissement | 974 049,00 € | 781 444,25 € | | 80,23% | 80,23% |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | - € | - € | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations* | - 92 204,23 € | - € | | 0,00% | 0,00% |
| Total recettes réelles investissement | | 3 740 720,77 € | 3 639 455,30 € | - € | 97,29% | 97,29% |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | 8 100 000,00 € | - € | | 0,00% | 0,00% |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections* | 8 256 181,23 € | 8 226 265,85 € | | 99,64% | 99,64% |
| 041 | Opérations patrimoniales | 1 317 000,00 € | 1 146 581,14 € | | 87,06% | 87,06% |
| Total des opérations d'ordre budgétaire | | 17 673 181,23 € | 9 372 846,99 € | - € | 53,03% | 53,03% |
| 001 | Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 10 673 681,84 € | 10 673 681,84 € | | 100,00% | 100,00% |
| Total général recettes investissement | | 32 087 583,84 € | 23 685 984,13 € | - € | 73,82% | 73,82% |

* ouverture automatique des crédits liés aux cessions.

La dotation aux amortissements et le Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA) constituent les premières sources d'autofinancement de l'établissement. En complément, le Service a affecté volontairement une partie du solde de la section de fonctionnement au cours de cet exercice (1,4 M €).

Parallèlement à l'avancée des dépenses immobilières, le Service a poursuivi la mise en œuvre du dispositif participatif établi dans le cadre de la NPI. Ainsi, au titre de l'exercice, les conventions de financement conclues avec Conseil départemental ont permis de percevoir les soldes relatifs aux travaux d'attente dans divers sites ainsi que celui correspondant à la réhabilitation de Montivilliers. La signature de la convention de financement pour la construction du Cis Les Grandes Ventes a donné lieu au versement d'un premier acompte.

La participation du Conseil départemental au titre de l'exercice 2021 s'élève à 532 K €.

S'agissant des opérations de constructions Les Grandes-Ventes et de Bosc-le-Hard, les conventions de financement ont pu être conclues avec le bloc communal, soit une participation à hauteur de 106 K €.

Si ces conventionnements ont donné lieu aux premiers encaissements en 2021, ils concrétisent les engagements communaux et départementaux qui permettent la planification des recettes futures.

En complément, le Sdis 76 poursuit ses collaborations avec ses partenaires institutionnels y compris en matière d'investissement. Ainsi, les Grands Ports du Havre et de Rouen (HAROPA) participent à hauteur de 37 K€ et 77 K€ respectivement. Les Centrales nucléaires de production d'électricité versent traditionnellement 15 K€ chacune en remboursement des matériels relatifs aux risques technologiques.

*
* *

BUDGET ANNEXE RESTAURATION

I - Section de fonctionnement

A) Les dépenses de fonctionnement :

Ce budget a été affecté à plusieurs titres par fragilité du contexte sanitaire au cours de l'exercice.

En effet, au terme de l'exercice 2021, les dépenses de fonctionnement du budget annexe s'élèvent à 752 496.49 €, soit une hausse de 5,14% par rapport à l'année passée.

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalisations | Taux de réalisation |
|--|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 364 370,00 € | 341 998,97 € | 93,86% |
| 012 | Charges de personnel et frais assimilés | 399 106,00 € | 398 938,59 € | 99,96% |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 10,00 € | 2,02 € | 20,20% |
| Total dépenses / gestion des services | | 763 486,00 € | 740 939,58 € | 97,05% |
| 67 | Charges exceptionnelles | 250,00 € | 80,74 € | 32,30% |
| 022 | Dépenses imprévues | 15 300,00 € | - € | 0,00% |
| Total dépenses réelles de fonctionnement | | 779 036,00 € | 741 020,32 € | 95,12% |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 12 000,00 € | 11 476,17 € | 95,63% |
| Total des opérations d'ordres budgétaires | | 12 000,00 € | 11 476,17 € | 95,63% |
| Total général dépenses de fonctionnement | | 791 036,00 € | 752 496,49 € | 95,13% |

Cette situation a impacté légèrement le taux de réalisation des dépenses de gestion, notamment les charges à caractère général qui constituent avec les charges de personnel l'un des principaux postes de ce budget.

| Libellé | Taux de réalisation 2016 | Taux de réalisation 2017 | Taux de réalisation 2018 | Taux de réalisation 2019 | Taux de réalisation 2020 | Taux de réalisation 2021 |
|--|---------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|
| Total dépenses / gestion des services | 86,28% | 95,02% | 92,31% | 98,14% | 97,15% | 97,05% |
| Dont charges à caractère général | 86,28% | 94,27% | 91,30% | 97,74% | 93,98% | 93,86% |
| Dont charges de personnel | Portées par le budget principal | 95,77% | 93,31% | 98,54% | 99,86% | 99,96% |

1) **Les charges à caractère général**

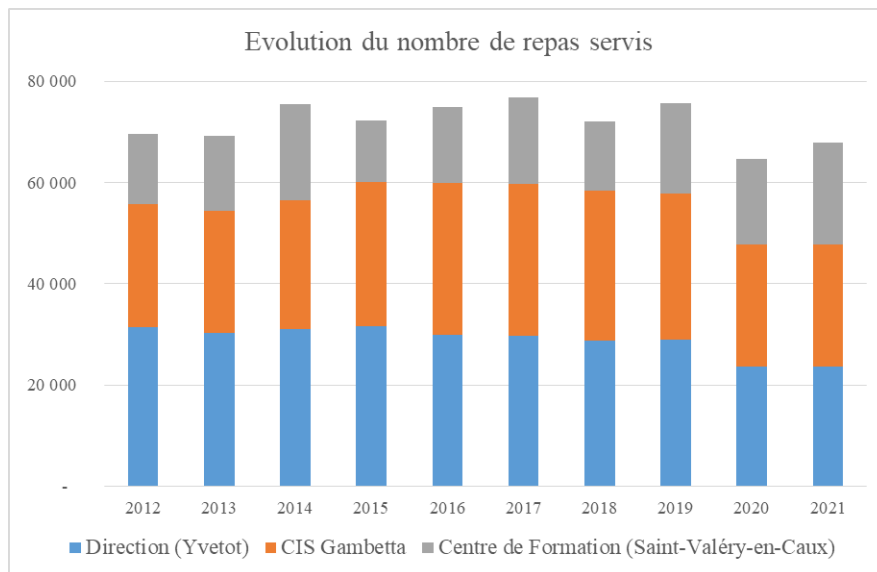
Ce chapitre couvre principalement les dépenses relatives aux denrées alimentaires ainsi que le contrat de prestation de service pour le site Saint-Valery-en-Caux.

La crise sanitaire a impactée ce chapitre à double titre.

D'une part, la mise en œuvre du télétravail et les mesures de prévention instaurées ont modifié la fréquentation du site de la Direction.

Néanmoins, compte tenu de la reprogrammation des formations des sapeurs-pompiers et l'organisation de formations initiales au CEDEC, on peut constater une augmentation du nombre total de repas servis de l'ordre de 5% alors que pour la direction on observe plutôt une stabilité.

Par ailleurs, au même titre que d'autres postes de dépenses, les denrées alimentaires ont connu une forte inflation. A titre d'exemple, le prix du beurre a évolué de plus de 30% entre septembre et décembre 2021.

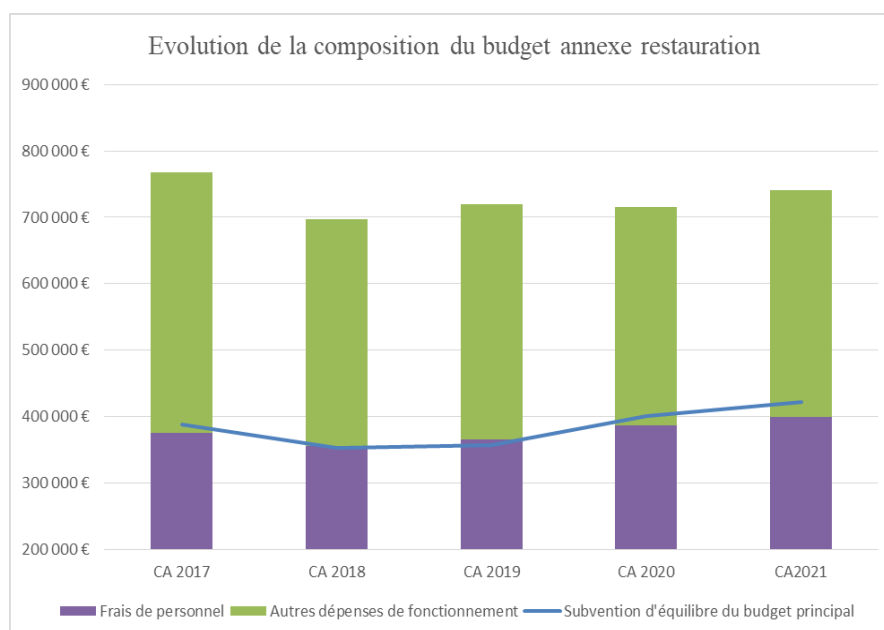


2) Les charges de personnel :

Au terme de l'exercice 2021, les charges de personnel progressent de 3 %, soit près de 11,9 K €.

Au cours de l'exercice, le Service a été contraint de recourir à un renfort de personnel pour faire face aux arrêts maladie et ainsi assurer la continuité du service restauration sur le site de Gambetta.

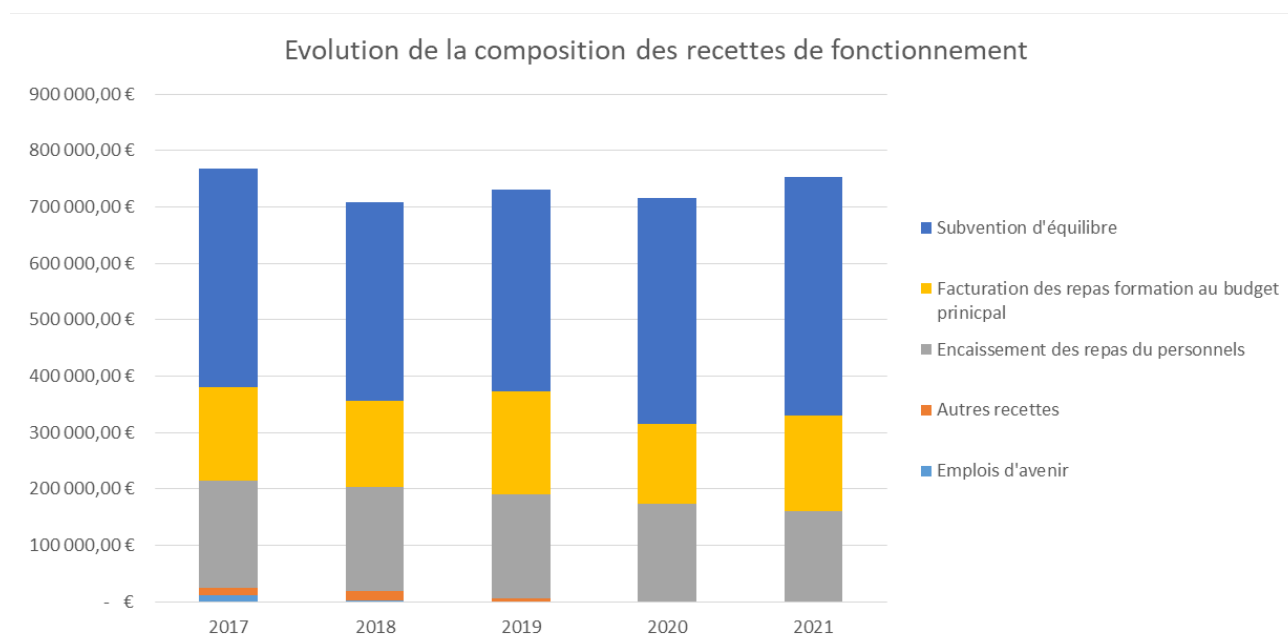
La section d'exploitation du budget restauration se compose comme suit :



B) Les recettes de fonctionnement :

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalisations | Taux de réalisation |
|---|--|---------------------|---------------------|---------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 3 563,00 € | - € | NC |
| 70 | Produits des services, du domaine et ventes diverses | 382 135,00 € | 330 647,51 € | 86,53% |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 405 338,00 € | 421 848,98 € | 104,07% |
| Total général recettes de fonctionnement | | 791 036,00 € | 752 496,49 € | 95,13% |
| 77 | Produits exceptionnels | - € | - € | NC |
| Total recettes réelles de fonctionnement | | 791 036,00 € | 752 496,49 € | 95,13% |
| 042 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | - € | - € | NC |
| Total des opérations d'ordre budgétaire | | - € | - € | NC |
| 002 | Résultat de fonctionnement reporté | - € | - € | NC |
| Total général recettes de fonctionnement | | 791 036,00 € | 752 496,49 € | 95,13% |

Les principales ressources du budget annexe sont la subvention d'équilibre (tracée au chapitre 75), et les produits des services (chapitre 70).



Le déficit du budget annexe est comblé par une subvention d'équilibre en provenance du budget principal.

Cette dernière est en progression de 5,26 % et permet de faire face à la hausse des matières premières combinée à l'augmentation des charges de personnels.

II - Section d'Investissement

A) Les dépenses d'investissement :

Les dépenses d'investissement s'élèvent quant à elles à 19 854,71 € sur l'année 2021.

Sur ce budget, les réalisations fluctuent en fonction du besoin de renouvellement des équipements.

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalisations | Restes à réaliser (RAR) | Taux de réalisation | Taux avec RAR |
|--|--|--------------------|--------------------|-------------------------|---------------------|---------------|
| 21 | Immobilisations corporelles | 23 200,00 € | 19 854,71 € | - € | 85,58% | 85,58% |
| 020 | Dépenses imprévues | 1 712,19 € | - € | - € | 0,00% | 0,00% |
| Total général dépenses investissement | | 24 912,19 € | 19 854,71 € | - € | 79,70% | 79,70% |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | - € | - € | | NC | NC |
| Total des opérations d'ordre budgétaire | | - € | - € | - € | NC | NC |
| Total général dépenses investissement | | 24 912,19 € | 19 854,71 € | - € | 79,70% | 79,70% |

B) Les recettes d'investissement :

Les recettes d'investissement s'élèvent quant à elles à 11 476,17 € sur l'année 2021.

Au terme de l'exercice 2021, on constate un déficit annuel de 8 378,54 € qui sera couvert par le solde d'exécution reporté.

| Chapitre | Libellé | Crédits ouverts | Réalisations | Restes à réaliser (RAR) | Taux de réalisation | Taux avec RAR |
|--|--|--------------------|--------------------|-------------------------|---------------------|---------------|
| 001 | Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 12 912,19 € | 12 912,19 € | - € | 100,00% | 100,00% |
| 040 | Opérations d'ordre de transfert entre sections | 12 000,00 € | 11 476,17 € | - € | 95,63% | 95,63% |
| Total général recettes investissement | | 24 912,19 € | 24 388,36 € | - € | 97,90% | 97,90% |